



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/51/184  
S/1996/500  
28 juin 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
Cinquante et unième session  
Point 94 de la liste préliminaire\*  
LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES  
OCCUPÉS DE LA CROATIE

CONSEIL DE SÉCURITÉ  
Cinquante et unième année

Lettre datée du 28 juin 1996, adressée au Secrétaire général par le  
Représentant permanent de la Croatie auprès de l'Organisation des  
Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement et me référant à votre rapport au Conseil de sécurité, daté du 26 juin 1996, sur la mission de réintégration menée en Croatie par l'Administration transitoire des Nations Unies pour la Slavonie orientale, la Baranja et le Srem occidental (S/1996/472), j'ai l'honneur de vous informer que mon gouvernement a accueilli ce rapport très favorablement. Il appuie la recommandation que vous formulez au paragraphe 44 et s'engage à constamment oeuvrer à l'application effective et intégrale du mandat de l'ATNUSO dans le délai prévu par la résolution 1037 (1996) du Conseil de sécurité.

S'agissant des éclaircissements relatifs à la loi d'amnistie mentionnés au paragraphe 7, mon gouvernement a publié, le 27 juin 1996, une liste de 811 personnes qui ne bénéficieront pas de la protection accordée par ladite loi.

Mon gouvernement voudrait aussi clarifier le sens de la deuxième phrase du paragraphe 45, qui se lit comme suit : "Plusieurs milliers de Croates déplacés attendent de regagner leurs foyers dans la Région". Selon le recensement officiel de 1991, la Région était habitée avant la guerre par 193 538 citoyens croates, soit 125 510 personnes d'origine ethnique non serbe et 68 028 d'origine ethnique serbe. Depuis, il ne subsiste pratiquement plus aucun citoyen croate non serbe dans la Région, pour cause de nettoyage ethnique, et des milliers ont été tués. Le Gouvernement a actuellement sous sa protection 76 669 personnes déplacées non serbes enregistrées, originaires de la Région. Par ailleurs, un nombre important de non-Serbes originaires de la Région sont réfugiés dans d'autres pays. Pratiquement tous ces réfugiés et personnes déplacées ont exprimé, par l'intermédiaire de leurs représentants élus, leur intention de regagner leurs foyers dans la Région dès que possible. Mon gouvernement

---

\* A/51/50.

interprète donc cette phrase comme signifiant que près de 100 000 personnes déplacées et réfugiés non serbes attendent de regagner leurs foyers dans la Région.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de la cinquante et unième session de l'Assemblée générale, au titre du point 94 de la liste préliminaire, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Mario NOBILO

-----